

M. Bernard Hourcade
Directeur de recherche - CNRS

"L'Iran ; quelle puissance ?"

Amiral Jean Betermier, Président - Forum du Futur
Patrick Faure, Président - France-Amériques

Conférence
France-Amériques
Mercredi 10 octobre 2007

Compte rendu réalisé par Digiwriters

Jean BETERMIER

Messieurs les Ambassadeurs, Messieurs les Présidents, Messieurs les Officiers généraux, Mesdames, Messieurs, chers amis de France-Amériques et du Forum du Futur... Nous sommes heureux d'accueillir ce soir le professeur Bernard Hourcade, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de l'Iran. Le professeur Hourcade dirige, au CNRS, l'unité consacrée à l'Iran et au monde indien. Il est également membre du conseil scientifique de la Sorbonne Nouvelle. Professeur agrégé d'histoire et de géographie, il a bien sûr enseigné en France, mais aussi, ce qui vaut la peine d'être souligné, il a été chercheur à Téhéran, pendant des années cruciales dans l'histoire de l'Iran, de 1978 à 1983 : c'était le renversement de la monarchie et la montée des ayatollah, et il était à l'époque directeur de l'Institut français de recherches en Iran. Ses compétences ont été entretenues par divers voyages ; vous êtes rentré de Téhéran il y a une petite dizaine de jours, après avoir passé là-bas deux semaines, le moment est donc particulièrement bien choisi pour cette conférence.

Vous vous souvenez des propos du président Sarkozy, lors de la conférence des ambassadeurs, selon lesquels il convenait d'échapper à une double catastrophe : l'une qui serait de laisser le régime actuel iranien avoir l'arme nucléaire, l'autre étant une guerre préemptive contre l'Iran. Dans ces affaires, il y a bien sûr des considérations techniques sur l'existence de la menace, les missiles, les armes, mais peut-être que ce qui nous fait le plus défaut, c'est la compréhension des mentalités iraniennes: que cherchent-ils vraiment? Quel est le contenu réel de leurs discours quant aux relations et comment, finalement, éviter un malentendu fondamental?

Alors, cher professeur, si vous pouvez nous aider à débloquer cette situation et son langage, nous vous en serions très reconnaissants...

Bernard HOURCADE

Connaissant l'Iran depuis trente-cinq ans, je vais essayer de vous faire partager un certain nombre de choses que je sais de cet Iran, de cet Orient que l'on dit compliqué.

Le général de Gaulle a dit que l'Orient était compliqué. Je crois que ce n'est pas la meilleure chose qu'il ait dite. L'Orient n'est pas plus compliqué que l'Occident : il est seulement méconnu ou pire mal connu. Pour cacher notre ignorance, nous disons « très compliqué », mais c'est une mauvaise excuse. Non, l'Orient ou l'Iran ne sont pas plus compliqués que la France ; il est simplement nécessaire de rationaliser nos analyses. La plus grande difficulté que j'ai en travaillant, ce n'est pas de comprendre l'Iran,=mais c'est de pouvoir exprimer ce que l'on dit en termes rationnels alors que le débat iranien est passionnel. Tout le monde sait, ou croit savoir des choses sur l'Iran : on reprend les photos de Paris-

Match avec Farah Diba en couverture dans les années 1970, mais juger la politique iranienne en fonction de la couverture ~~de~~ d'un magazine n'est pas forcément la meilleure chose quand il y a un danger aussi grand que des missiles et du nucléaire, et que l'on est en face d'un pays aussi grand et important du Moyen-Orient. Je vais donc essayer de voir ce soir pourquoi l'Iran est un pays qui fait peur : est-ce légitime? Est-ce que ce pays est fort, ou est-ce qu'il est faible? Peut-on imaginer aujourd'hui que l'Iran puisse prochainement devenir une puissance de stabilité dans le Moyen-Orient ou au contraire, de façon inéluctable, une force de déstabilisation ?

•1. POURQUOI L'IRAN EST-IL UN PAYS QUI FAIT PEUR ?

L'Iran est un pays qui fait peur parce qu'il est important. Cette force de l'Iran actuel a trois composantes qui sont : la nation iranienne, le fait que ce pays est islamique, et les relations internationales qui sont les plus anciennes du moyen Orient grâce au pétrole. Nous avons là, le pays le plus peuplé du Moyen-Orient, le pays révolutionnaire qui a inventé l'islam politique, un pays inséré dans les relations internationales par l'hydrocarbure. Y a-t-il vraiment une raison d'avoir peur ? Tentons d'être rationnels et de comprendre, avec méthode, le fonctionnement, l'identité de ce pays complexe. La peur n'est jamais bonne conseillère.

Les trois composantes de l'identité iranienne

Il convient tout d'abord de regarder les informations que nous avons sur l'Iran de façon aussi objective que possible et par exemple en ne les classant pas immédiatement entre « tradition » et « modernité ». Ces deux valeurs sont d'un piètre secours pour comprendre l'Iran actuel, je vous propose d'analyser l'Iran actuel en fonction de trois composantes : l'Iran, l'islam et l'international, les trois « i » qui ont bien sur chacun leurs aspects modernes et traditionnels.

La première composante de cette identité est liée à l'Iran, au pays lui-même, à la nation iranienne, à la population, à son histoire, à sa culture, à son nationalisme. Deuxième partie de leur identité, provient de l'islam avec sa dimension politique, l'islam traditionnel chiite et le clergé: qu'on le veuille ou pas, l'Iran est un pays musulman et le clergé islamique a pris le pouvoir il y a bientôt trente ans. Cette réalité religieuse sociale et politique est durable, et quelle que soit l'évolution du pays, ces 15 à 20 % de gens qui votent pour des partis islamistes seront là dans trente ans. Enfin, l'Iran n'est simplement un pays nationaliste, et islamiste, c'est un pays international, avec des chercheurs, des scientifiques : il y a vingt fois plus d'étudiants aujourd'hui qu'il n'y en avait à l'époque du Shah. La société iranienne cherche à rentrer dans l'international, à rêver ou exiger de participer au XXIe siècle, même si les méthodes sont pour le moins maladroites et souvent condamnables, comme on le verra à propos du nucléaire.

La nation iranienne

L'Iran, c'est deux fois et demi la France en surface. Pour les pays voisins, c'est un monstre. A côté, l'Égypte est un peu loin, mais comparé à Bahreïn, au Koweït, et même à l'Irak, à l'Azerbaïdjan, au Turkménistan, à l'Afghanistan, l'Iran est un pays gigantesque, qui fait peur parce qu'il est vaste, peuplé, ancien, parce qu'il est simplement. La deuxième raison qui peut expliquer la crainte de l'Iran est l'existence de cette société iranienne est une société qui bouge. On a souvent dit qu'avec la Révolution islamique, l'Iran était retourné au Moyen Age, avec une population illettrée, de vieux ayatollahs d'origine rurale.

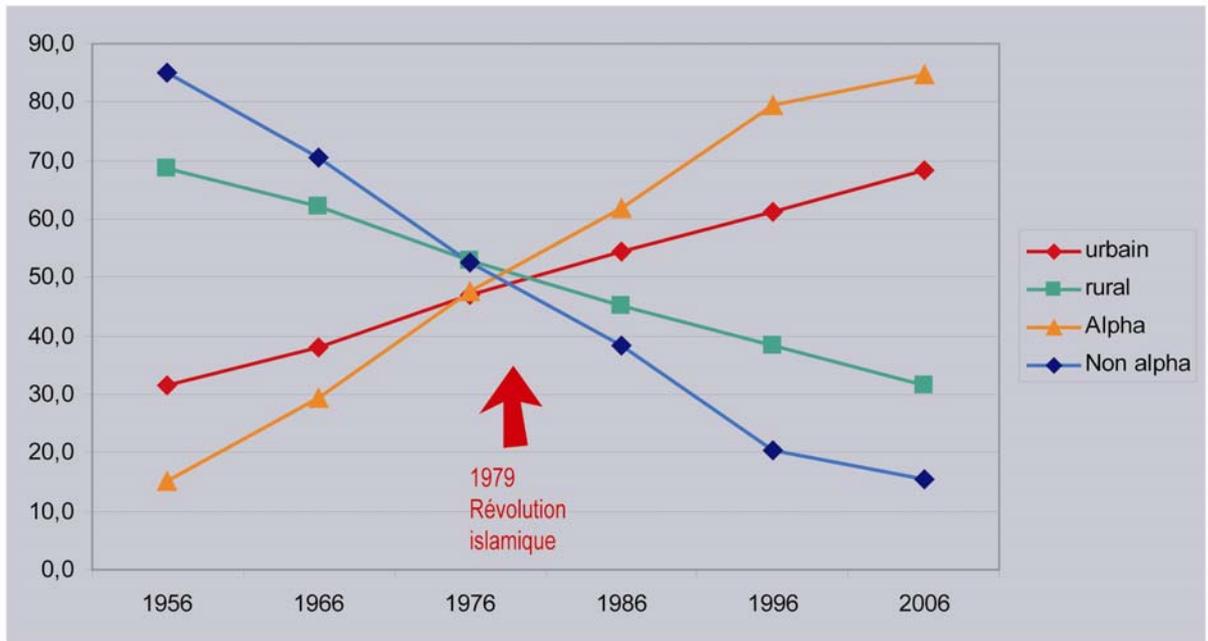


Fig. 1 Iran. Evolution de la population rurale, urbaine, analphabète et alphabétisée 1965-2006

Le graphique 1 montre exactement le contraire. Il montre que les courbes montrant l'évolution du pourcentage de la population alphabétisée et analphabète entre de 1966 à 2006 se coupent en 1979, au moment de la révolution islamique, de même pour les courbes représentant la population urbaine et rurale. La révolution islamique a donc correspondu à un changement majeur de l'histoire profonde de l'Iran, et à partir de ce jour-là, la majorité des Iraniens habitent en ville, la majorité sait lire et écrire. Et le plus important, c'est que cette évolution ne s'est pas arrêtée après la Révolution, elle continue en ligne droite : révolution ou pas, la société iranienne n'a pas cessé d'avancer. Cette dynamique panique beaucoup de gens du gouvernement iranien, qui ne sait pas contrôler cette société qui lui échappe, mais cela fait peur aussi aux États voisins, notamment aux pays arabes du golfe Persique qui craignent la contagion du modèle social iranien autant sinon plus que son modèle politique. L'émergence de la population féminine dans la vie sociale est également un trait majeur de la dynamique sociale actuelle de l'Iran. Le tchador est une contrainte très dure imposée par le pouvoir islamique, mais il ne doit pas cacher la réalité.

Iran. Indice Synthétique de de fécondité. (Enfants par femme de 15 à 45 ans)

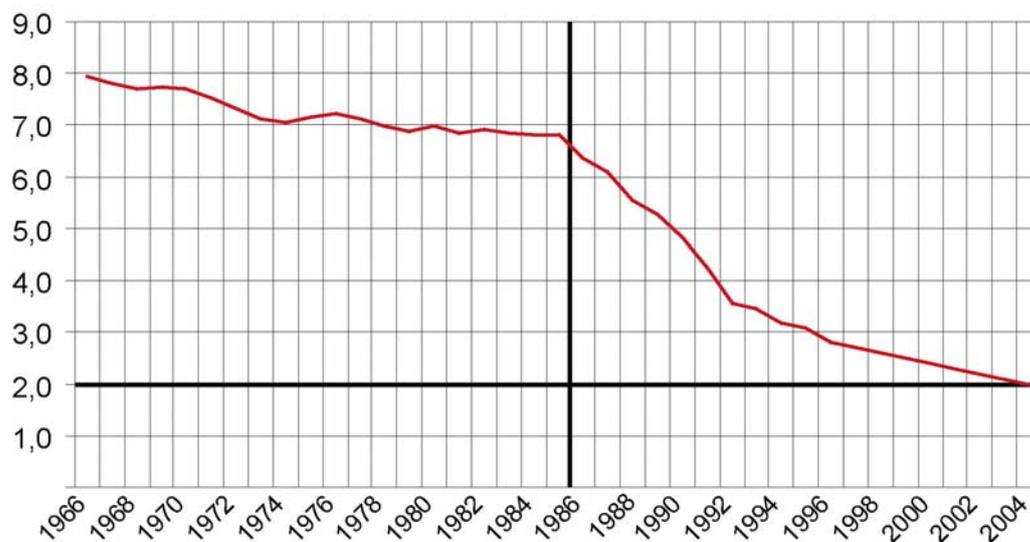


Fig. 2. Evolution du nombre moyen d'enfant par femme

Le graphique 2 montre l'évolution du nombre d'enfants par femme de quinze à quarante-cinq ans, On constate que ce chiffre était de 8 enfants par femme dans les années 66, et n'a pratiquement pas baissé, révolution ou pas, jusqu'en 1986, pour s'effondrer à partir de cette date et atteindre. moins de 2 : les Iraniennes en moyenne font moins d'enfants que les Françaises. Cet indicateur est un fait objectif. C'est un fait majeur du point de vue politique, économique, de la défense ou international. Cet indicateur démographique traduit un changement profond des valeurs et des ambitions d'une société. Quelles vont être les conséquences? On n'en sait rien, mais elles seront profondes et durables comme le montre le nombre de femmes ayant un diplôme universitaire ou fréquentant l'université (graphique 3).

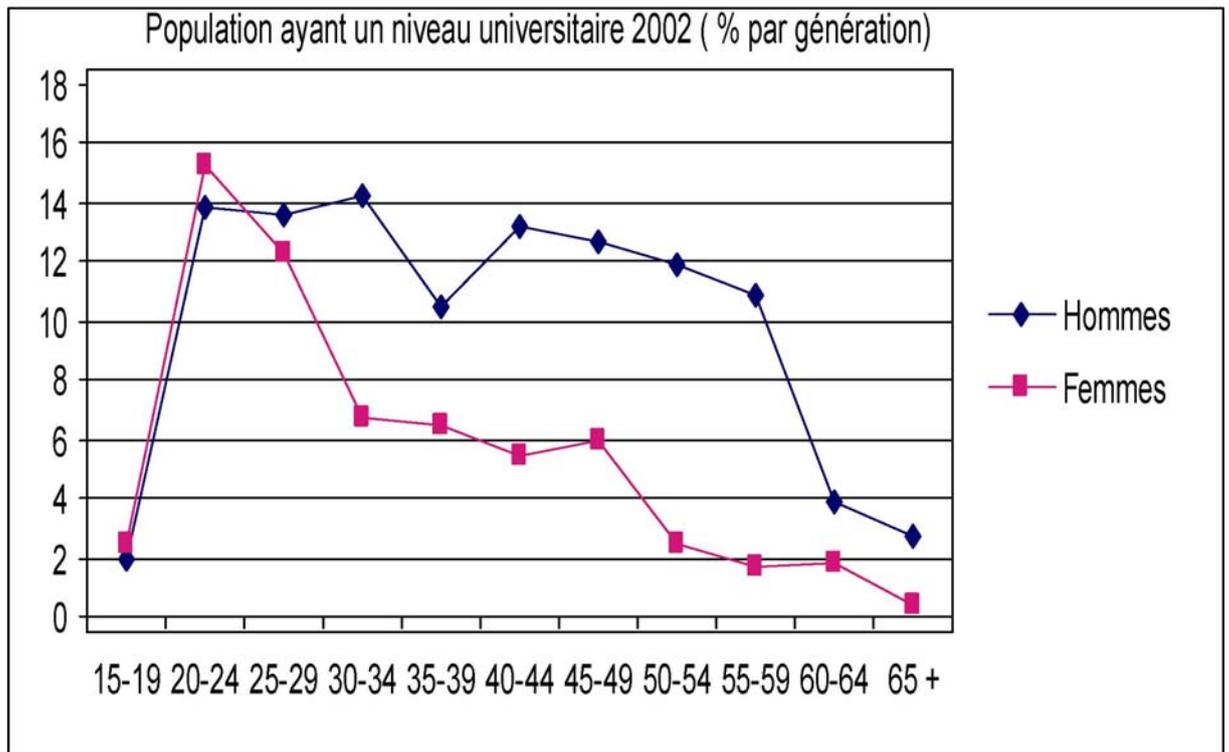


Fig. 3. Evolution par âge du taux de femmes étudiantes ou ayant un diplôme universitaire.

Alors qu'en 2002, moins de 1% des femmes de plus de 65 ans avaient un diplôme universitaire, chez les jeunes femmes de vingt ans la proportion dépasse les 15% et les hommes. Actuellement 60% des étudiants sont des filles. Quel rapport y a-t-il entre une jeune femme iranienne qui a 2 enfants, un BTS de chimie, et sa mère illettrée qui a eu 8 enfants dont 4 sont morts en bas âge ? On peut comprendre que l'émancipation de la femme iranienne, tchador ou pas tchador, crée quelques émotions dans les pays voisins :

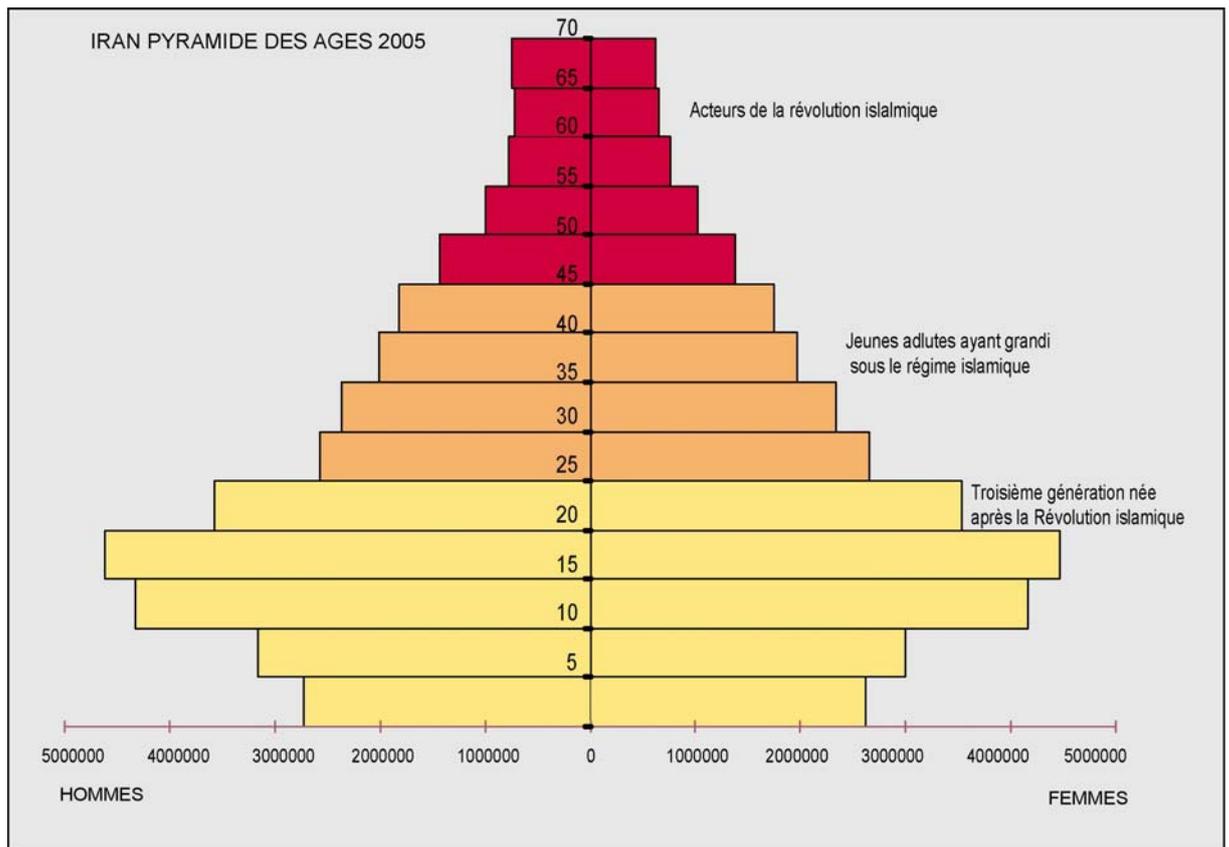


Fig. 4 Iran, Pyramides des âges 2005

Le graphique 4 montre que l'Iran n'est pas un pays jeune, c'est au contraire un des pays les plus vieux du Moyen-Orient en raison de la chute rapide de la fécondité. Chacune des générations a une histoire originale très marquée par la Révolution et la Guerre Irak-Iran. Les mollahs qui ont fait la révolution ont aujourd'hui 75 ans. Ils sont en train de partir vers le haut de la pyramide des âges. Viennent ensuite ceux qui ont fait la guerre, qui avaient 20 ans à la révolution. Ils n'ont pas renversé le Shah, mais ils ont été des acteurs de la révolution et ont combattu pendant la guerre Iran-Irak. Ce sont les cadres d'aujourd'hui, pour la plus part, d'anciens Gardiens de la révolution. Ils constituent les élites actuelles. Ceux qui ont entre 15 et 35 ans n'ont jamais connu le Shah, ils n'ont jamais connu que la religion islamique. Ceux qui ont fait la révolution islamique et tiennent le pouvoir sont en train de partir, mais qui sont confrontés à la poussée des gens générations qui les soutenaient quand elles avaient 20 ans, mais qui ont et qui ont aujourd'hui 50 ans et des ambitions politiques déclarées.... La France n'est pas le seul pays au monde où ceux qui ont 50 ans arrivent à la présidence de la République.

L'islam iranien

L'Iran est un pays qui fait peur car c'est un pays révolutionnaire qui a réinventé l'islam politique. Par essence, l'islam chiite n'était pas révolutionnaire, au contraire, mais Khomeyni a utilisé de façon nouvelle les capacités

d'innovation du chiisme pour en faire une force capable d'action politique et à la surprise générale on a vu les religieux, les mollahs, prendre le pouvoir.

Malgré la grande autorité dont dispose le guide de la Révolution islamique, actuellement l'ayatollah Ai Khamene'i, l'islam politique n'est pas un bloc homogène et malgré l'unité bien réelle pour défendre le régime en place, les rivalités sont grandes et les programmes politiques bien différents.

Pendant que les jeunes de 20 ans, notamment les troupes d'élites et idéologiques des Gardiens de la révolution (*Pasdaran*) se battaient au front contre l'Irak, les ayatollahs, ou plutôt=les hodjatoleslams, les religieux d'un rang inférieur, ont géré le pays, pendant les huit années de guerre et mis en place une solide dictature religieuse et cléricale qui ne correspond pas aux ambitions de la plupart des jeunes qui se battaient sur le front. Cette opposition au clergé ne remet pas en cause le régime islamique, mais explique en grande partie le succès électoral de Mahmoud Ahmadinejad en 2006 opposé à Ali-Akbar Hashemi-Rafсандجانی qui est le religieux le plus influent du pays. Les Gardiens de la révolution qui avaient 20 ans en 1978, étaient alors étudiants, ils formaient les troupes d'élite de la République, troupes politiques, militaires, idéologiques, à côté de l'armée régulière. Ils ont combattu sur le front irakien, mais aussi sur les fronts extérieurs, notamment au Liban et ont parfois usé dans ce contexte de méthodes terroristes.

D'autres ont surtout servi contre « l'ennemi intérieur », contre les royalistes, la gauche, les libéraux ou les Kurdes. La rivalité entre ces deux groupes de Pasdaran est une réalité désormais visible. Depuis que le système islamique est stabilisé, la plupart ont quitté l'armée, ont repris leurs études et ont occupé divers postes dans l'administration ou le secteur privé. Ils ont aujourd'hui l'âge et l'ambition pour occuper durablement les premiers postes. Mais qui sont ces Gardiens de la religion ? D'où sortent-ils ? Est-ce que ce ne sont que des terroristes comme le pensent les Etats-Unis qui ont décidé des sanctions unilatérales contre eux, ou au contraire des islamistes également nationalistes et progressistes ? Dans toutes les hypothèses l'islam est une des composantes durables de la vie sociale et politique iranienne.

L'Iran acteur international, mais son armée est faible et le nucléaire un choix contestable.

L'Iran est le premier pays du monde, après la Russie et les Etats-Unis, où l'on a découvert du pétrole en quantité importante en 1908. De ce fait, l'ancienne Perse a une pratique ancienne des relations internationales modernes. Sur les plans économique, industriel, scientifique, l'Iran a donc établi des relations anciennes et solides avec les pays industrialisés et en premier chef avec l'Europe et les États Unis.

L'Iran est aussi un très ancien État et fut le premier pays musulman membre de la SDN alors que les Emirats arabes unis n'existent que depuis 1971. L'Iran impressionne ses voisins car ce pays des aryens, avec sa brillante culture

littéraire et artistique persane se trouve un peu isolé, comme un château fort, entre les mondes arabe au sud, turc au nord, européen au nord-ouest, sans compter les mondes indien et chinois à l'est. Le monde iranien, c'est 70 millions d'habitants, 1 600 000 km², le 3^{ème} exportateur mondial de pétrole, la principale réserve de gaz après la Russie, une bourgeoisie et une élite nombreuse, diverse et bien formée. Ce vaste pays peuplé et puissant inquiète donc ses voisins car depuis trente ans il est en pleine pays est en pleine turbulence intérieure et se trouve lié aux États voisins par sa géographie ethnique, aux pays industriels par son pétrole et au monde musulman par l'islam politique.

L'unité nationale et culturelle de l'Iran est particulièrement forte du fait de l'ancienneté de l'existence de l'État et le rôle unificateur de la langue persane, ce qui rend utopique toute tentative de séparatisme régional, mais la diversité ethnique du pays est aussi une réalité qui compte. La population persane de l'Iran, localisée au centre du pays, ne représente que 50% de la population tandis que les autres ethnies, notamment kurdes, azéris, arabes, turkmènes ou baloutches vivent sur toute la périphérie du pays et sont transfrontalières ce qui pose d'évident problèmes de sécurité et implique que l'Iran ait des relations politiques suivies avec ses quinze pays frontaliers

L'Iran est ainsi amené à voir ce qui se passe en Turquie, en Irak, en Afghanistan, à Dubaï, où ses services de renseignements iraniens sont logiquement présents. La présence éventuelle de troupes iraniennes dans ces pays est évidemment une autre question... Pour le gouvernement iranien - impérial ou islamique - le point de vue est différent est il insiste sur le fait que l'Iran est encerclé de populations transfrontalières qui ne sont pas irrédentistes, mais sont souvent instrumentalisées, ou pourraient l'être, par des puissances extérieures.

L'Iran dispose par ailleurs de forces militaires expérimentées par la Guerre Irak Iran, avec de bonnes capacités de défense, mais pas d'attaque cars son matériel militaire d'origine américaine est obsolète et usé par huit ans de guerre. Les achats d'armement à la Russie et à la Chine sont au total très limités. La dure expérience de la guerre des missiles et des menaces d'armes de destruction massive en Irak explique que le gouvernement islamique ait relancé en milieu des années 1980 les programmes de missile et surtout nucléaire

L'Iran ambitionne d'être un grand pays industriel, il rêve d'être un des grands pays pour la production d'automobiles, mais aussi d'énergie nucléaire en considérant que les ressources en pétrole et en gaz, pour importantes qu'elles soient, sont par définition limités. Sans entrer dans le débat sur l'origine militaire ou non du programme nucléaire iranien, il est incontestable que ce programme est représenté également un enjeu technologique, industriel et politique majeur. L'Iran n'est pas peu fier aujourd'hui d'avoir réussi à enrichir l'uranium, quelques grammes certes, à 4% certes, mais malgré un embargo économique et scientifique américain! La question de savoir si le programme nucléaire est civil ou militaire est capitale sur le plan politique et de la sécurité, mais au stade

actuel, les enjeux technologiques et industriels sont également primordiaux du point de vue iranien car il s'agit d'une composante de sa présence - encore limitée et virtuelle - à la science internationale. C'est d'autant plus important pour la République islamique qu'elle veut rester isolée sur le plan culturel en cherchant à limiter les relations culturelles avec l'étranger pour préserver son identité islamique. Elle s'oppose en cela à la majorité de la population qui cherche au contraire à participer à la culture mondiale.

• 2. L'IRAN EST-IL UNE PUISSANCE REGIONALE FORTE?

Faut-il avoir peur de l'Iran parce qu'il est fort ou parce qu'il est faible ?

Est-ce que l'Iran est une puissance régionale vraiment forte? Ou au contraire un pays affaibli, aux abois? L'Iran est peut être une puissance régionale par défaut, pas dans les faits. Le discours iranien actuel est souvent très violent, comme on la constaté à propos d'Israël, mais dans les faits, on est - heureusement - loin de l'époque de la guerre Irak-Iran où un second front avait été ouvert au Liban (soutien au Jihad islamique et au Hezbollah), et un autre sans limite territoriale avec des moyens terroristes. Le souvenir des ces années noires demeure, notamment aux Etats-Unis traumatisés par la prise en otage des diplomates pendant 444 jours, mais actuellement, en tant qu'État, l'Iran il n'a pas franchi la ligne rouge. Il faut donc raison garder et analyser les raisons de la peur que continue de susciter l'Iran. On peut voir l'Iran comme une puissance régionale réelle par sa masse et son passé mais par défaut et non par son action politique. L'Iran peut être vu aujourd'hui comme un pays faible.

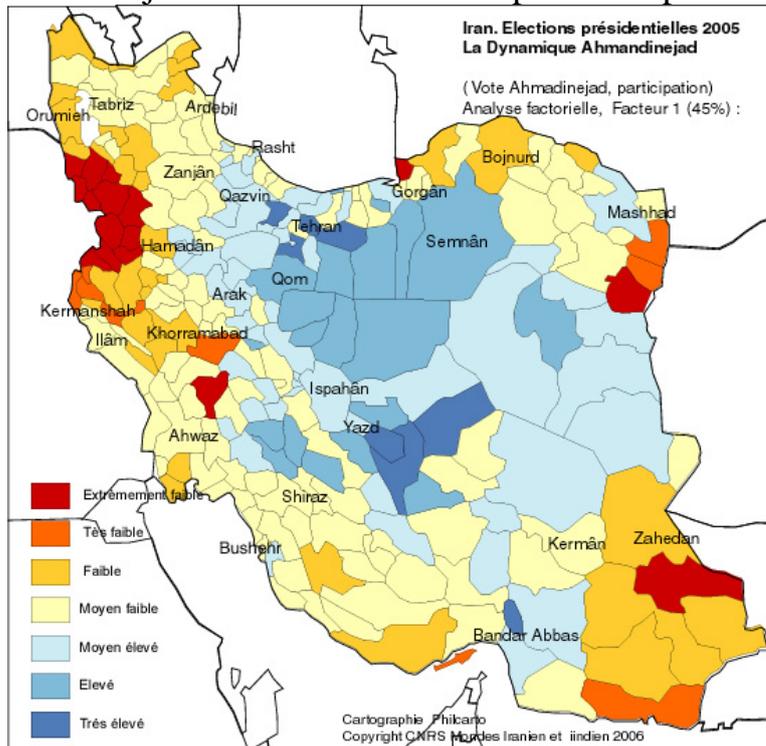
Les iraniens ne veulent pas d'une nouvelle révolution.

La société iranienne n'a pas envie de vivre une deuxième révolution, ce n'est plus un pays révolutionnaire. Les jeunes et les adultes d'aujourd'hui, savent le prix que coûte une révolution. Ils rejettent le régime islamique, votent contre dès qu'ils ont l'occasion de voter contre, mais ils constatent que ce régime islamique leur permet de survivre. La corruption existe, mais elle n'est pas gigantesque, on sait comment négocier avec le clergé au pouvoir, il existe une bonne sécurité pour la vie quotidienne on peut se promener partout en dehors du Balouchistan où sévit le trafic de drogue venant du Pakistan et d'Afghanistan. Il y a de l'électricité, de l'eau, les trains et les avions partent à l'heure. L'Iran est cependant loin d'être un paradis, le découragement et la lassitude sont immenses, les jeunes sont sans espoir, mais que faire ? Si on compare avec l'Irak, l'Afghanistan ou la situation des femmes en Arabie saoudite, l'Iran est finalement moins invivable qu'ailleurs.

L'épuisement du système politique clérical

Si jamais le pays était attaqué, dans ce qu'il a de plus faible ou de plus sacré, il y aurait certes une révolte, mais cela ne serait pas comme en 1978 car le

contexte révolutionnaire n'existe plus. Les religieux sont au pouvoir depuis 25 ans. Ils ont bien géré le pays, à leur manière et ont acquis une expérience unique au monde dans ce domaine. On peut ainsi considérer que le clergé iranien est la classe religieuse la plus « moderne » du monde. Les cardinaux, les évêques français n'ont jamais géré la France, ils n'ont jamais eu l'expérience de gestion politique d'un pays contrairement aux mollahs iraniens qui ont acquis les moyens de conserver une influence politique durable dans le pays, mais leur pouvoir est aujourd'hui usé et ils n'ont plus de capacité d'initiative.



Fait avec Philcarto - <http://perso.club-internet.fr/philgeo>
iran

Fig. 5. Le vote pour M. Ahmadinejad, premier tour 2005.

L'Iran fonctionne par consensus, par défaut et non en fonction d'un choix politique volontariste. Les élections présidentielles de 2005 qui ont porté Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir en sont un exemple. La carte des votes obtenus au premier tour par le futur président montre une configuration géographique remarquable, opposant la périphérie du pays au centre de l'Iran où se concentrent la majorité des 19% de votants qui soutiennent le président conservateur. Cela confirme qu'il existe en Iran un débat politique interne qui divise le pays tant sur le plan idéologique que géographique.

L'ayatollah Khamene'i, le guide de la République Islamique, n'a pas la capacité d'imposer une décision qui ne ferait pas l'objet d'un large consensus dans les cercles dirigeants. Toutes les strates de la vie politique iranienne depuis trente ans sont représentées au sein du « Bureau du Guide » dont rôle consiste à trouver un consensus entre les multiples factions. Il est donc impossible ou presque de faire des choix. Nul n'a aujourd'hui pas la capacité de prendre une

décision énergique et courageuse : il y aurait toujours quelqu'un qui ne serait pas d'accord. On s'entend donc sur le plus petit consensus possible. Cela assure la paralysie, l'immobilité du pays.

La gestion de la crise du nucléaire en est un bon exemple. Mahmoud Ahmadinejad a parlé à ce propos d'un « train lancé à cent à l'heure et qui n'aurait plus de freins ». Aujourd'hui, personne en Iran n'est dans la capacité de dire : j'arrête ou je choisis cette politique. La machine continue seule, et c'est la pire des situations, car pendant ce temps on continue d'assembler des centrifugeuses à Natanz sans que l'usage de l'uranium enrichi ainsi produit ait une destination claire. Un jour prochain l'Iran disposera d'une capacité d'enrichissement réelle et dangereuse pour tous çà commencer pour les Iraniens qui n'auront pas l'usage de ce combustible inutilisable pour sa centrale nucléaire de Bouchir et objet de tensions internationales justifiées. Les décisions de base en matière nucléaire semblent avoir été ont été prises il y a quinze ans dans le cadre de la guerre, et depuis personne n'a osé arrêter la machine. Malgré une grande fébrilité des discours, la vie politique iranienne n'avance pas.

Cet islam politique est un échec. D'un côté Ahmadinejad reprend les idées de Khomeyni mais ne peut les mettre en œuvre car le contexte est totalement différent. D'un autre certains religieux font le bilan de l'islam politique iranien et proposent une « Réforme » en islam. Ces religieux réformateurs comme Mohsen Kadivar pourraient devenir les Calvin ou Luther du monde chiite d'aujourd'hui. Constatant, en substance, que l'islam actuel est incompatible avec la démocratie, avec les Droits de l'homme, le progrès social, la science ou les libertés, ils tentent de retrouver l'islam du Prophète et non celui qui a été instrumentalisé par la politique et le despotisme depuis des siècles et notamment le khalifat ottoman. Ils ont espéré que la République islamique d'Iran, devienne le fer de lance de cet islam véritablement révolutionnaire, comme les Princes allemands ou de Hollande l'avaient été pour le Protestantisme européen au XVIe siècle. Dans l'Europe du XVIème siècle. En Iran ces réformateurs sont plus souvent en prison qu'en chaire et certains cherchent à s'exiler. L'islam iranien est donc très vivant, mais affaibli.

Une économie rentière sous industrialisée : l'auto-embargo.

Quant à l'économie iranienne, elle est victime d'un « auto embargo » imposé par les gouvernements iraniens qui ont interdit, de facto, tout investissement étranger jusqu'à la loi de protection des intérêts étrangers promulguée en 2002. La première joint venture à majorité étrangère a été celle de Renault en 2003. L'économie de rente continue de dominer le pays. Le gouvernement Ahmadinejad a cependant réussi à augmenter le PIOB de 5 à 6 % par an en prenant massivement dans le fond de réserve pétrolier pour assurer une bonne tenue du niveau de vie par des aides à la consommation.

Quand Ahmadinejad a pris le pouvoir il y avait 80 milliards de dollars dans le fonds pétrolier de sécurité, et aujourd'hui on estime qu'il ne reste que 15 à 20

milliards. Au lieu d'être investi cet argent a permis de subventionner la consommation provoquant une inflation qui a été compensée par une augmentation des salaires des fonctionnaires. Celui des professeurs d'université a doublé l'an dernier. Cette méthode est suicidaire sur le plan économique mais rentable à court terme sur le plan politique car la majorité de la population opposée au pouvoir religieux, constate que cela pourrait être pire et préfère éviter une confrontation. La situation économique est très mauvaise mais finalement on se débrouille.

Malgré un potentiel de premier ordre, l'industrie iranienne est médiocre. Le problème n'est pas la concurrence internationale ou les problèmes technologiques, mais les factions politiques ou les administrations qui bloquent les initiatives, ne respectent pas leurs engagements. En dehors des produits pétroliers, l'Iran exporte des tapis et des pistaches, comme au XVIème siècle. La comparaison avec la Turquie voisine est éloquente...

Un pays isolé et entouré de forces hostiles

Sur le plan de sa sécurité, l'Iran est enfin en situation très difficile. L'Iran se sent encerclé par des forces hostiles. Les populations transfrontalières sont de plus en plus instrumentalisées pour faire pression sur Téhéran. Les tensions sont très vives dans les territoires kurdes, avec les Arabes chiites, ou les Sunnites soutenus par l'Arabie Saoudite, sans compter les gens d'Al-Qaida venant du Pakistan ou d'Afghanistan. La crainte principale vient bien sûr de la présence militaire américaine en Irak, à Qatar, en Afghanistan, et indirectement au Caucase ou Asie centrale.

Au total, la peur qu'inspire l'Iran s'expliquerait moins par la force, la dynamique et la politique déterminée de ce pays que par sa faiblesse ? La violence du discours cachant une réalité fragile. L'Iran ne serait-il pas comme un vieux lion malade, usé et isolé ? Mais c'est quand même un lion. Donc c'est un pays qui a sa fierté, toujours des ambitions, et a encore la force de se défendre.

Il est clair que l'Iran dispose de tous les moyens pour être riche, militairement puissant, jouissant d'une bourgeoisie éclairée, et qui pourrait être un pôle de stabilité dans la région. Mais les faits montrent aujourd'hui le contraire. L'Iran est pauvre, sous industrialisé, son armée est sous équipée, sa bourgeoisie et ses élites n'ont plus de dynamique, sa jeunesse est déçue et part en exil, même l'islam n'est plus militant.

L'Iran peut être d'autant plus dangereux qu'il est faible. Pour garantir la stabilité de la région des sanctions visant à affaiblir encore l'Iran seraient donc contre-productives, mais il importerait donc au contraire d'aider l'Iran à intégrer la communauté internationale sur les plans économique, politique, mais aussi en matière de sécurité. J'ai fait récemment cette analyse iconoclaste dans un colloque en Arabie saoudite. Inutile de dire que cette vision a été jugée comme « pro iranienne » et sous-estimant la détermination efficace de l'Iran chiite à dominer le monde musulman...

Ma conviction, reste que l'Iran aujourd'hui est un pays qui a un potentiel gigantesque qu'il est indispensable de mettre en œuvre rapidement. Le problème est bien sûr dans les mains des États Unis et de leurs partenaires, mais aussi qui bloque toute évolution. Le nationalisme exacerbé de l'Iran conduit ses dirigeants à penser que tôt ou tard, tout le monde finira par venir manger dans leur main pour obtenir du pétrole, du gaz ou une influence politique. Sur le long terme cette analyse est juste, mais pour le moment deux étudiants sur trois qui ont un mastère fuient l'Iran. L'Iran chiite a une grande capacité à laisser passer sa chance et à se suicider.

3. L'IRAN PEUT-IL DEVENIR UN POLE DE STABILITE DANS LE MOYEN ORIENT ?

L'Iran actuel avec ses forces et ses faiblesses peut devenir une force de stabilité dans le Moyen-Orient ? Il faut rêver, être optimiste et poser la question, pour pouvoir ensuite y répondre et voir dans quelles conditions les choses peuvent évoluer de façon positive ou négative.

La première évidence est géographique : l'Iran est là, on ne peut pas le rayer de la carte, et il faut faire avec. Il serait illusoire d'espérer une stabilité au moyen Orient sans le concours du pays le plus vaste, le plus ancien le plus peuplé et potentiellement le plus riche. L'Iran avec ses populations transfrontalières est impliqué dans tous ses pays voisins et a les moyens de les déstabiliser. Cette analyse est partagée par tous. On ne peut pas contourner l'Iran, comme on pourrait le faire d'un petit État marginal. Toute la question est dans les conditions et les moyens pour y parvenir

Mais peut-on faire confiance à cette république islamiste ? Voilà la vraie question. Depuis longtemps deux réponses antagonistes sont faites par l'Europe et par les États-Unis. Les Européens et en premier lieu la France, considère que la forme de gouvernement de l'Iran est le problème des iraniens. Ils constatent que le gouvernement islamique contrôle et gère le pays et que la seule question est le contenu de la politique de ce pays, notamment sur le plan international. Les objets de conflit n'ont pas manqué : Guerre Irak-Iran, affaire Rushdie, nucléaire mais ils peuvent trouver une solution. On ne fait la paix qu'avec ses adversaires. Cette analyse a conduit l'Union européenne à développer avec la République islamique un « Dialogue critique » depuis la conférence d'Edinburgh de 1992, puis un « Dialogue global » après l'arrivée au pouvoir du réformateur Mohammad Khatami en 1997. Il fallait éviter de jeter de l'huile sur le feu et de favoriser les forces qui en Iran cherchaient une normalisation.

Pour les États Unis, la République islamique est fondamentalement, par essence, un régime qui ne peut pas évoluer et doit être changé avant que des relations puissent être établies avec l'Iran. La crise des otages est encore dans toutes les moires. Malgré des nuances et une pratique plus pragmatiste, Washington, dans le fond, ne reconnaît pas le gouvernement de Téhéran et appelle à un changement de régime. Le « *Regime change* » a été - et reste encore ? - au cœur de la politique - ou du rêve, du *wishfull thinking* - américain

concernant l'Iran. Alors que l'Iran adopté une neutralité positive en faveur des alliés dans la première guerre de Koweït, c'est une politique de « Dual containment » qui a été décrétée par Washington contre l'Irak mais aussi l'Iran. Politique suivie en 1995 par un embargo commercial puis la « Loi d'Amato » (ILSA) interdisant de façon unilatérale les investissements pétroliers étrangers en Iran.

Quels rapports de forces sont souhaitables, réalistes et durables?

Dans cette situation, comment faire en sorte que la République islamique d'Iran respecte les règles internationales, ne soit plus isolée et joue pleinement son rôle de facteur de stabilité dans la région ? Comment les choses peuvent elles changer, quels nouveaux rapports de forces sont souhaitables, réalistes ou durables?

La première question est celle de la démocratie, ou du moins des élections. L'Iran est en effet une république où les élections sont une partie nouvelle et incontournable de la vie politique. On sait comment les candidats indésirables sont éliminés par le Conseil des gardiens de la constitution avant même les élections, mais il reste incontestable que le débat politique est ouvert en Iran. Pour accéder au pouvoir, même pour être Guide, il faut être élu, et ce n'est pas chose simple ni facile. En Iran, celui qui voudrait être dictateur doit être élu dictateur. On a vu aussi lors de l'élection du religieux réformateur Mohammad Khatami en 1997, qu'il était possible d'être élu contre le candidat officiel de l'establishment clérical, à l'époque A.A. Nategh Nuri.

La deuxième question est celle du pouvoir religieux. On dit souvent que l'Iran est totalement contrôlé par le pouvoir clérical, que l'Iran est une « mollahcratie » et pour que les choses bougent il faut d'abord chasser les mollahs et le pouvoir religieux. On oublie que l'islam ne se limite pas au pouvoir clérical étatique actuel. Certains parlent d'éradique l'islam politique comme on a éradiqué le nazisme. La comparaison est dangereuse car elle n'est pas pertinente même s'il est tentant et facile de comparer les Gardiens de la révolution aux SS et le Guide au *führer* même si le mot est le même en allemand. On n'éradique pas l'islam d'un pays. Il faut savoir que les mollahs ne sont pas tous ni politiques ni fanatiques, par ailleurs, comme on l'a vu, de nombreux religieux chiites ne sont pas d'accord avec la politique actuelle du régime islamique.

Un troisième problème est celui de la durabilité du changement. Le gouvernement américain a fait voter plusieurs programmes d'aide à un changement de régime en Iran et passant au besoin par un coup d'État. Tout est possible, mais quand on constate les conséquences politiques du coup d'Etat de 1953 soutenu par la CIA contre le Dr Mossadegh, il conviendrait d'être prudent. Cet évènement est toujours au cœur du ressentiment national iranien. L'exemple irakien est également présent pour rappeler qu'il est plus facile de changer un

gouvernement que de mettre en place un autre système politique de façon durable.

Est-il possible de provoquer un changement de régime par des contraintes, des sanctions ? L'embargo américain depuis 1995 n'a pas empêché la radicalisation actuelle ni la capacité de l'Iran à enrichir l'uranium. Pas plus d'ailleurs que le « Dialogue critique ». Depuis 1979, chacun reste sur ses positions, l'Iran use et abuse de sa force d'inertie pour continuer à vivre, à survivre. Le fait nouveau actuel est que la société iranienne nouvelle commence à émerger et refuse cet immobilisme suicidaire, veut mettre à profit tout le potentiel dont dispose l'Iran pour être un acteur majeur du monde du XXI^e siècle. Mais comment débloquer la situation ? L'élection d'Ahmadinejad a brisé de nombreux espoirs. La crise du nucléaire montre qu'une issue dramatique est possible.

• **La crise du nucléaire impose des choix.** Les rapports de force actuels sont extrêmement difficiles et dangereux, mais à toute chose malheur est bon. La crise nucléaire est en effet assez grave pour mobiliser toutes les puissances mondiales et mettre en jeu durablement l'existence même de l'Iran comme nation moderne pour imposer des choix et imposer en Iran comme dans la communauté internationale, des décisions qui ont trop attendu. L'affaire Rushdie, ce romancier britannique condamné à mort par l'Iran en 1988, avait bloqué toute évolution pendant dix ans. Le gouvernement réformateur avait résolu le problème en quelques minutes, mais cela n'avait pas permis une évolution des rapports de force. Aujourd'hui, sur la table des relations entre l'Iran et le reste du monde, il n'y a pas les Droits de l'homme, il n'y a pas Salman Rushdie, mais une bombe atomique potentielle. De façon cynique, on peut dire que les choses sont désormais « sérieuses » et que cela peut conduire toutes les parties à enfin trouver une issue durable à la crise iranienne qui dure depuis 1979. L'arme atomique iranienne, si un tel programme existe, est encore virtuelle, mais pour quelques années seulement. Le temps presse et cette menace peut donc paradoxalement favoriser une sortie de crise.

En outre, c'est le Moyen orient qui va pendant les quarante années qui viennent produire encore l'énergie et le gaz dont nous avons besoin. L'Iran est le pays, avec Irak et l'Arabie saoudite, qui possède les plus grandes réserves mondiales de pétrole et de gaz. On ne peut pas plaisanter avec cela. On ne peut pas s'amuser à laisser ce pays en situation de dérive. Il y a urgence.

• **Empêcher l'Iran d'avoir une arme atomique, de façon vérifiable et durable**

Deux objectifs et donc deux méthodes, s'opposent - et convergent parfois - pour résoudre la crise du nucléaire iranien : empêcher la prolifération et changer en préalable le régime islamique. Ces deux logiques s'affrontent aujourd'hui encore. Pour les européens, le but est d'empêcher l'Iran d'avoir une arme

atomique, ceci de façon vérifiable et durable. Il ne suffit pas de bombarder les installations nucléaires de l'Iran, il faut que ce soit durable. Il faut que le gouvernement iranien, dans dix ans, vingt ans, soit un gouvernement qui de façon fiable n'ait pas d'arme atomique et ne compte pas en produire, cela de façon vérifiable.

Il faut pour cela que l'Iran signe et respecte en totalité ses engagements avec l'AIEA, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de Vienne, l'agence de l'ONU chargée du contrôle du Traité de non-prolifération TNP que l'Iran a signé en 1970. Dans ce cadre, l'Iran a des droits, tous ses droits, pas plus que ses droits et aussi des devoirs. Ce dernier point semble avoir été oublié plus d'une fois par Téhéran.

Depuis l'été 2007, des négociations sont en cours entre l'AIEA et l'Iran pour déterminer quelle est l'origine du programme nucléaire iranien. Les soupçons sont grands que ce programme soit d'abord militaire, puisqu'il a été relancé pendant la guerre Irak Iran et avec le concours du réseau A.Q. Khan père de la bombe atomique pakistanaise. On attend les conclusions du rapport de l'AIEA, qui seront probablement nuancées.

Le cœur de la question est le contrôle des activités nucléaires de l'Iran dans le cadre du TNP et de son « Protocole additionnel » que l'Iran refuse toujours de signer, car qui permet des inspections inopinées et approfondies. Les Négociations en cours depuis octobre 2003 n'ont pas abouti et poussé l'ONU à prendre des sanctions contre l'Iran depuis décembre 2006 (résolution 1737 puis 1747). Le débat est loin d'être clos. Les points de vue européens, américains mais aussi russe, chinois et des pays non alignés sont loin d'être convergents malgré une unanimité de circonstance.

Pour l'Union européenne, il faut que le traité de non-prolifération soit appliqué intégralement, que le protocole additionnel sur les garanties renforcées qui permettent effectivement de vérifier que l'Iran n'a pas de programme militaire, et de contrôler ses activités nucléaires civiles. Il y a toujours moyen de tricher, mais les moyens de l'AIEA sont assez forts. Un pays qui a accepté le protocole additionnel est bien encadré et ne peut pas détourner des kilos d'uranium enrichi. Est-ce une illusion?

L'Iran dispose actuellement de la capacité technique d'enrichir l'uranium dans son usine de Natanz où 3000 centrifugeuses sont installées. En fait l'Iran est encore loin de passer du stade actuel, de type laboratoire, avec 4 ou 5 grammes enrichis à 5% au stade industriel, à la production de 25 kg d'uranium enrichi à 95% nécessaires pour fabriquer une arme. Dans toute hypothèse, l'Iran sait enrichir l'uranium. Ce qu'il faut éviter, c'est que l'Iran puisse en quelques mois, en cas de crise, pouvoir produire les 25 kg d'uranium de qualité militaire qui lui permettrait d'accéder à une arme atomique. Les contrôles de l'AIEA permettraient d'éviter ce scénario, car le détournement de matière radioactive serait vite détecté/ L'Iran devrait alors quitter le TNP et déclarer qu'il veut se

doter d'une arme nucléaire. Les conséquences militaires seraient alors claires. On en est loin.

Sanctions économiques? L'Iran mithridatisé.

Le problème, c'est la durabilité. Il faut trouver des solutions pour imposer à l'Iran de rentrer dans les clous, de respecter ses engagements. Il est probable que le programme nucléaire iranien avait au début un objectif militaire. Personne n'a osé l'arrêter. Jusqu'à maintenant, il n'est que civil : quelques grammes d'uranium enrichi, ce n'est pas un crime, mais le problème est que cet uranium-là ne peut servir à rien d'autre qu'à faire une arme atomique car il n'est pas utilisable comme combustible pour la centrale de Bouchir. Areva de son côté n'utilise pas ce genre de combustible. La position officielle de l'Iran est de dire que l'enjeu est ce stade scientifique et technologique pour être capable, le moment venu d'être à l'avenir, comme d'autres pays, un acteur en matière d'énergie nucléaire, dans le cadre de l'AIEA. Le problème est que l'Iran depuis trois décennies est en rupture de bans avec la communauté internationale et que rares sont ceux qui lui font confiance.

Comment conduire l'Iran à mettre en œuvre un programme nucléaire qui respecte les règles internationales ? Les discussions entre l'Union Européenne et l'Iran n'ont pas abouti. Le « Dialogue critique » n'a pas abouti. Reste le « *containment* », les sanctions. L'ONU a constaté que l'Iran n'avait pas respecté les règles internationales et a décidé de sanctions économiques, votées à l'unanimité, à deux reprises en décembre 2006 et février 2007. Ces sanctions peuvent-elles être efficaces pour éviter la prolifération nucléaire ou même changer le régime islamique ? De mon point de vue, non.

D'abord par ce que l'Iran est « vacciné » contre les sanctions. Voilà vingt-cinq ans que l'embargo américain est appliqué. L'Iran est comme « mithridatisé » par les sanctions. L'Iran a l'habitude de contourner les embargos par Dubaï, qui fait 25% de son commerce avec l'Iran. Dans un pays où 50% de l'économie est informelle, diminuer de 10% l'économie formelle n'a pas de conséquences graves. Cela va enchérir les pièces de voitures qu'on trouvera en Iran. Cela handicape les entreprises internationales qui travaillent en Iran. Surtout, cela permet au système iranien de rester encore dans ce flou, économique comme politique. Il faut comprendre que dans la république islamique l'économie n'est pas le premier problème.

Ce qui compte c'est l'intégrité nationale qui garantit la continuité du système politique. L'Iran se plaint dans son rôle de victime de pressions internationales injustes, de l'impérialisme mondial qui sanctionne un petit pays qui n'a enrichi que 3 grammes d'uranium. Cela permet au gouvernement de rassembler autour de lui, un gouvernement très minoritaire, de rassembler à la fois les nationalistes, les islamistes et les scientifiques. Quand le président de l'université de Columbia a insulté le président Ahmadinejad qui était son invité, nombreux sont été les iraniens, notamment des universitaires viscéralement

opposés au président Ahmadinejad, à soutenir le président iranien qui malgré tout les représente. Le président Ahmadinejad a eu l'intelligence de se draper dans sa dignité. C'est tomber dans le jeu iranien que d'utiliser des sanctions, des insultes, des cris, des slogans qui ne font pas avancer la cause. Il faut bien voir qu'il y a une bombe atomique en jeu. Les sanctions économiques seront efficaces d'ici cinq, six ou sept ans, entre temps elles auront permis à M. Ahmadinejad d'être réélu en mai 2009 et de diriger le pays à une date où l'hypothèse de disposer d'une arme nucléaire ne sera pas virtuelle. Dans un deuxième mandat d'Ahmadinejad, la probabilité que l'Iran soit vraiment capable de faire l'arme atomique sera beaucoup plus forte. Aujourd'hui, il est de bon ton de plaisanter à propos du président iranien, dans son deuxième mandat, ce comportement serait vraiment jouer avec le feu.

- **Sanctions militaires?**

Si donc des sanctions économiques sont inefficaces, on en vient à envisager des sanctions militaires. Les articles, déclarations et ouvrages décrivant le futur bombardement de l'Iran ne manquent pas. Chacun montre son caractère inéluctable et moralement nécessaire. On montre la destruction des cibles industrielle, militaires, des Gardiens de la révolution et de l'armée iranienne. Sur le plan strictement militaire ce n'est pas un problème technique. Les missiles et avions américains dans la région aidés par des porte-avions peuvent aisément ravager l'Iran. Mais pour quel résultat ? Est-ce que cela renversera le régime islamique ou mettra un terme au programme nucléaire ? N'y a pas au contraire le risque de voir, comme en 1981, tout l'Iran se regrouper autour du chef de l'État, quel qu'il soit ? En 1981, tous se sont réunis autour de Khomeyni, qui était en minorité à l'époque. Pour résister à l'agression du territoire nationale par les Irakiens, royalistes et communistes se sont mis derrière Khomeyni qu'ils n'aimaient pas. La patrie était en danger, et tout le monde a défendu la patrie. Le contexte révolutionnaire n'est plus d'actualité, mais le nationalisme iranien reste très puissant et dans toutes les hypothèses, le gouvernement en place sera renforcé. Ne parlons pas des conséquences des réactions iraniennes au Liban en Irak, Afghanistan, dans les pays du golfe Persique et de la réactivation du réseau terroriste iranien.

Changer le régime iranien, faire tomber la République islamique : une illusion ?

Certains espèrent, à juste titre que dans un second temps, la population iranienne se retournera contre ses gouvernants qui n'ont pas été capables de les protéger. Mais quelles sont les forces politiques ou populaires capables de s'exprimer avec efficacité ? Plus personne en Iran n'a la volonté de se battre vraiment pour défendre le régime islamique ou pour le faire tomber.

Espérer changer le régime iranien, faire tomber la République islamiste, est une illusion, du *wishful thinking* ». Après un éventuel choc militaire ou des

sanctions efficaces, qui pourrait être un interlocuteur valable pour les Américains ? Dans de telles circonstances, qui peut prendre la décision de dire : l'Iran veut désormais coopérer avec la communauté internationale, rentre dans le rang, et devient un pays qui sera une force de stabilité dans le Moyen-Orient ?

- **Quelles forces politiques de changement?**

La diaspora iranienne actuellement est un obstacle à la bonne gestion du dossier iranien, car elle est très influente aux Etats-Unis. Ces gens, parfaitement estimables sont en effet des « *has been* », qui ne connaissent pas par expérience le fonctionnement de l'Iran actuel. Ils n'ont pas d'expérience de l'intérieur. En aucun cas il n'y a une personnalité parmi eux, à commencer par le fils du dernier Shah, qui soit capable de revenir en Iran et de contrôler le gouvernement. En tentant de démontrer que cela est possible ils contribuent à enferme le gouvernement dans une impasse.

Les réformateurs qui ont gouverné l'Iran de 1997 à 2005 avec Khatami n'ont pas réussi à faire prévaloir leur volonté de sortir de la crise. Par manque de courage, certainement mais aussi par ce qu'ils ont du faire face à la double opposition des radicaux iraniens et des États-Unis qui les ont considérés comme peu fiables. Mais ce n'était un premier tour de piste et cette mouvance politique occupe désormais une place durable dans le paysage politique iranien. Ces réformateurs islamistes sont notamment les preneurs d'otages de 1979-80. Il faut constater le fait que les plus libéraux, les plus ouverts internationalement sont ceux qui étaient en 1978 contre l'impérialisme américain - mais pas contre les Etats-Unis - Dans le contexte tiers-mondiste des années post Viêt-Nam, ils s'opposaient à la domination américaine sur l'Iran. Ces gens-là aujourd'hui sont pour une politique libérale, un Iran développé et indépendant et bien sûr islamique. Ils sont actuellement dans l'opposition au gouvernement conservateur et populiste. Ces militants politiques n'étaient pas des terroristes même si leurs méthodes révolutionnaires étaient violentes. Ils considèrent qu'il est illusoire et impossible de participer à la dynamique du XXIe siècle sans relations normales avec les plus puissant État de la planète. Mais comment faire comprendre outre-Atlantique que les principaux partisans d'une normalisation avec Washington sont les anciens preneurs d'otages. C'est pourtant la réalité.

La société civile, avec les multiples ONG créées sous Khatami, sont toujours très actives, mais elles sont dispersées et ne sont pas assez expérimentées pour pouvoir passer au stade politique. Le passage du culturel et du social au politique n'est jamais évident ni facile. Dire que les Iraniens veulent la liberté et le développement et la paix ne signifie rien. C'est le cas de tous les peuples du monde. On peut rêver ou craindre une révolution de velours, mais qui veut faire une nouvelle révolution ? Sans compter l'omniprésence et puissance d'un appareil de censure, de contrôle social et idéologique et d'une répression politique efficace.

Les anciens Gardiens de la révolution

De mon point de vue, la force politique la plus apte à prendre et gérer durablement le pouvoir en Iran surtout dans un contexte de crise est celle des anciens combattants de la guerre Irak-Iran, notamment des anciens Gardiens de la révolution. Pendant la Révolution, ces jeunes militants islamistes avaient vingt ans et sont partis au front pour défendre une révolution en laquelle ils croyaient. L'armée régulière a refusé de les intégrer tandis que Gardiens de la révolution dont la vocation était d'abord interne, se transformait en une force militaire. Avec une kalachnikov et 8 jours d'entraînement, ils sont partis au front. Ce fut par exemple le cas de Mohammad-Bagher Ghalibaf, actuel maire de Téhéran, et ancien candidat à l'élection présidentielle de 2005. Il avait vingt-trois ans quand il a gagné, comme commandant des forces terrestres iraniennes, une des plus grandes victoires militaires du XXème siècle. Il a écrasé l'armée de Saddam Hussein le 20 mai 1982, faisant des dizaines de milliers de prisonniers dans la journée. Il a repoussé l'armée irakienne derrière le Shatt el-Arab et libéré le territoire national. Les religieux au pouvoir à Téhéran ont craint le retour de ce « Bonaparte » et ont relancé la guerre pour « libérer Jérusalem ». Monsieur Ghalibaf et ses compagnons ont obéi et repris le combat pour six longues années. D'autres Gardiens de la révolution ont combattu quelques mois sur le front mais ont vite été affectés à des tâches plus politiques sur le « front intérieur ». On dit que M. Ahmadinejad était de ce second groupe, il a rapidement repris ses études et soutenu son doctorat en 1986, tandis que M-B. Ghalibaf est resté dans l'armée et n'a soutenu son doctorat de géographie qu'en 1998. Entre ces deux personnages, il y a un monde.

Plus de 3 millions de jeunes ont été un jour au l'autre membre des Pasdaran et ont occupé ensuite diverses positions dans l'administration et la politique. En fait toutes les élites actuelles sont issues de ces militants comme ce fut le cas de la résistance dans la France d'après Guerre. Dans le contexte islamique et de la guerre, on trouve une grande diversité d'opinions parmi des militants révolutionnaires et anciens combattants. Cette diversité complexe et cette fraternité d'arme est en bien des points comparable à la Résistance française qui comprenait aussi bien des royalistes que des républicains, des gaullistes ou des communistes. En 1945, tous les cadres français, étaient issus de la Résistance. Dans l'Iran actuel il en est de même avec les anciens Gardiens de la révolution. Il faut distinguer ces anciens pasdaran de l'actuelle armée des Gardiens de la révolution (*Sepah-e pasdaran enqelab-e eslâmi*) qui comprend 120 000 hommes qui n'ont jamais connu, sauf les officiers supérieurs, ni la révolution ni la guerre et qui sont au service du gouvernement et du Guide. En imposant des sanctions hors ONU, contre les Gardiens de la révolution, Washington semble avoir manqué d'information et éliminé ceux qui seront peut être - probablement - ses prochains interlocuteurs, et dont certains et non des moindres, cherchent à rétablir des relations avec l'Amérique.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir qui à Téhéran ou à Washington, sera capable de mettre fin à trois décennies de guerre froide? Ali-Akbar Hashemi-Rasfandjani est le personnage le plus puissant du pays, mais c'est un *has been* : il a soixante-treize ans et sa carrière est derrière lui. Il est passé par tous les drames de trente années de République islamique, et était un des acteurs majeurs du pouvoir iranien impliqué dans tout ce qui fait l'Iran d'aujourd'hui y compris les attentats contre les soldats Américains et Français au Liban, les assassinats d'hommes politiques iraniens en exil, ou la politique nucléaire. Le temps a passé, ses ambitions sont de stabiliser le pays et il reste un recours, un homme capable de favoriser une transition. Le principal problème est que les Iraniens l'ont massivement rejeté lors des élections de 2005.

Mohammad-Bagher Ghalibaf, le Bonaparte iranien pourrait devenir Napoléon : il s'y prépare. Il est maire de Téhéran et teste les futurs cadres du régime. Il intervient discrètement mais régulièrement en politique nationale ou internationale. Contrairement aux conservateurs, ce musulman incontestable est favorable à la privatisation massive de l'économie, à la construction d'une politique étrangère réaliste tandis que son passé de militaire ne laisse aucun doute sur sa détermination dans le choix des moyens.

La maladie d'Achourâ et les nouvelles générations.

Le problème principal de l'Iran, le principal handicap à une issue négociée, positive, gagnant-gagnant, reste le goût des Iraniens et notamment des religieux chiites pour l'échec, préférant le martyre à la victoire. On pourrait appeler ce syndrome la « maladie d'Achoura ». L'achoura étant la célébration de ma mort tragique de l'imam Hossein à Kerbala. Les Iraniens aiment à se dire malheureux, victimes du monde entier, ils pleurent, sont martyrs, et semblent préférer être morts et martyrs, que vivants et heureux. A plusieurs reprises les propositions européennes pour sortir du nucléaire auraient permis à l'Iran, si elles avaient été acceptées, de développer un grand programme nucléaire civil, de disposer de garanties de sécurité, d'investissements économiques, d'une place internationale incontestée. L'Iran a préféré refuser et faire porter l'échec sur l'Union européenne et les Américains qui ont certainement quelque responsabilité dans cette impasse, mais on peut s'empêcher de penser également que l'Iran s'est peut-être senti trop faible pour assumer ses nouvelles responsabilités. Préférant un statu quo médiocre.

Ce syndrome de l'échec est rejeté avec force par les nouvelles générations, qu'il s'agisse des anciens Gardiens de la révolution issus du front irakien qui veulent prendre leur revanche et avoir la victoire qu'on leur a volée, ou des très nombreux iraniens ordinaires, nationalistes, qui se sentent capables de prendre part à la mondialisation.

A court terme, la question est la réélection possible de M. Ahmadinejad en 2009 et l'enlisement de l'Iran qui perd chaque jour de ses forces, alors que sa présence active et concertée est indispensable à la paix dans la région. L'Iran est

en effet le pays du Moyen-Orient qui a fait sa révolution islamiste il y a 25 ans, alors que d'autres pays voisins veulent en fait l'expérience. C'est la société musulmane où l'on partage le plus les valeurs européennes. C'est le pays du Moyen-Orient le plus proche de nous et il ne faut pas voir seulement les blocages politiques. Il convient d'évaluer si les contraintes imposées à l'Iran renforcent le régime en place ou érodent le capital social, culturel et économique qui pourrait faire de ce pays un pôle de stabilité durable. Les acteurs du changement sont en place en Iran. Il faut prendre toute la mesure du fait que la majorité de la population iranienne veut vivre pleinement au XXI^e siècle. Surtout les femmes. Le prix Nobel de la paix décerné en 2003 à Shirin Ebadi n'est pas un hasard.

Merci.

DEBAT

Jean BETERMIER

Cher professeur, si vous me le permettez, avant de me tourner vers le Président et la salle, je voudrais juste ramener la discussion quelques instants sur les Gardiens de la révolution, la Garde républicaine iranienne. Il y a ce projet, qui est peut-être passé comme mesure arrêtée à Washington, qui voudrait inscrire la Garde républicaine parmi les mouvements terroristes. Ce qui permettrait, pour un prétexte ou un autre, comme la présence de gardes au Kurdistan ou dans la région de Bassora, cela donnerait la liberté à une partie de l'intendance dure à Washington, du côté du président Cheney, de pousser à une action militaire contre les gardes républicains...

Bernard HOURCADE

Cette hypothèse est vraisemblable. Il faut distinguer le corps des Gardiens de la révolution, de 120.000 hommes, terre, air, mer, qui contrôlent tout ce qui est balistique et le nucléaire, alors que l'armée conventionnelle développe les industries d'armement plus classique. Aujourd'hui, cette force d'élite reste idéologique mais qui fonctionne comme une force militaire comme les autres et a perdu en partie sa culture révolutionnaire. Elle est au service du gouvernement et donc partie prenante d'opérations au Kurdistan, en Afghanistan et ailleurs, sachant qu'au sein même du gouvernement il existe plusieurs tendances et que les Gardiens de la révolution ont toujours préservé une certaine autonomie. Cette force militaire du gouvernement iranien à une identité particulière et malgré une solidarité de corps a parfois des relations assez distendues avec les anciens

Gardiens de la révolution, qui ont fait la guerre. Ces anciens ont été les Gardiens de la révolution dans leur jeunesse, sont de retour dans le civil et constituent un réseau très divers, que l'on ne peut pas assimiler à l'action actuelle de l'armée des Gardiens, malgré une solidarité et des relations notamment économiques entre tous. Il est certain que l'armée des Gardiens de la révolution est le fer de lance politique du gouvernement islamiste et ils ne se privent pas de l'utiliser en Irak, en Afghanistan, au Liban pour conduire les activités révolutionnaires du gouvernement.

Le risque que je vois, c'est qu'effectivement les sanctions s'appliquant à la force militaire actuelle ne génèrent une réaction de solidarité, contraignant notamment certains anciens Pasdaran opposés à Ahmadinejad, à soutenir le président. Personnellement, le plus grand danger que je vois, tant que la bombe iranienne est virtuelle est d'éviter de créer une dynamique d'unanimité qui risque de maintenir Ahmadinejad à la présidence en 2009 alors que d'autres forces sont majoritaires au sein même du pouvoir islamique.

Premier intervenant:

Vous n'avez pas parlé d'un autre grand pays de la région : quelle est véritablement la position et l'influence de la Russie?

Bernard HOURCADE

C'est le joker. Le président Sarkozy disait hier : « je me suis entendu avec Poutine sur le dossier iranien ». En écoutant la radio ce matin, on signale au contraire leurs divergences. Vladimir Poutine se déclare contre des troisièmes sanctions à l'ONU contre l'Iran, jugées inefficaces, alors que Nicolas Sarkozy estime qu'il faut un troisième volet de sanctions. La Russie, à mon avis, dispose, plus que les États-Unis, d'atouts pour régler le problème iranien. La Russie est frontalière, elle « co-gère » avec l'Iran les anciennes républiques soviétiques et musulmanes d'Asie centrale, pour éviter que l'islamisme soit trop fort. L'Iran n'a pas trop joué la carte islamiste en Asie centrale.

La Russie construit la centrale nucléaire de Bouchir, elle fournit des armes à l'Iran depuis une vingtaine d'années. La Russie, parce qu'elle a des ambitions, notamment en matière de gaz, s'intéresse beaucoup à ce pays qui a les secondes réserves mondiales de gaz : l'Iran et la Russie possèdent plus de 50% des réserves de gaz. On sait que le gaz est devenu pour la Russie une arme stratégique fondamentale.

La Russie qui cherche à jouer à nouveau un rôle international de premier plan, se trouve à nouveau en compétition avec les États-Unis, en particulier à propos du bouclier antimissile et sur la question du nucléaire iranien qui est dans

une impasse. Les Européens ont beau avancer, proposer aux Iraniens des « carottes », cela ne marche pas. Quant aux sanctions, on en arrive à des scénarios absurdes détruisant l'Iran après l'Irak ce qui plongerait toute la région dans le chaos sans pour autant éviter que l'Iran ne produise un jour atomique. On n'aurait non pas la honte et la bombe mais le chaos et la bombe.

La Russie, est le seul pays à avoir des relations politiques du plus haut niveau avec l'Iran ; elle est capable de faire quelque chose. D'autant plus que les centrifugeuses iraniennes de Natanz, ne fonctionnent peut être pas comme prévu ce qui conduirait Téhéran à modérer ses ambitions. L'Iran connaît ses faiblesses et qu'il n'est pas évident de faire tourner 3 000 centrifugeuses en cadence. Il faut sauver la face et trouver une porte de sortie à l'Iran qui n'est pas capable de concevoir, de produire et d'exporter un vélo !

Dans quelques jours, les 15 et 16 octobre 2007, Vladimir Poutine se rend à Téhéran pour la réunion des chefs d'États des pays riverains de la Caspienne. On pourrait imaginer qu'il dise : « Je viens d'obtenir des Iraniens qu'ils arrêtent Natanz, nous allons maintenant contrôler tout cela pour qu'ils puissent enrichir l'uranium mais de façon limitée et strictement contrôlée par l'AIEA. Je leur donne du combustible nucléaire pour la centrale de Bouchir, je leur donne des garanties de sécurité pour ne plus craindre une attaque par une puissance extérieure... ». L'Iran en échange s'engagerait de son côté à ne pas toucher à l'Asie centrale et obtiendrait de bonnes conditions financières pour l'achèvement de la centrale de Bouchir. Un « deal » est possible. Les deux présidents le peuvent, car ils ont travaillé l'un comme l'autre dans les Services. L'Iran peut ainsi devenir à peu de frais, un enjeu stratégique pour la Russie, c'est une carte à jouer.

Personnellement, je pense que les Européens, les Américains, qui depuis longtemps sont en Iran et cherchent à contrôler l'Iran, risquent de se faire doubler par la Russie aujourd'hui. L'accès de la Russie aux mers chaudes, est déjà un fait avec la centrale de Bouchir, cela sera fait pour le gaz le 17 octobre au matin, peut-être...

Deuxième intervenant

Une question sur l'Amérique. Il y a quelques mois, les Américains ont accepté d'initier un certain dialogue avec l'Iran sur l'Irak. Quelle portée voyez-vous à cette attitude? Est-ce que cela peut s'étendre à d'autres questions? Par ailleurs, s'agissant de la France, on voit qu'il y a une montée en puissance de certains cercles d'influence contre l'Iran dans les instances françaises, les administrations, et il n'y a pas vraiment une étude d'impact sur les sanctions de l'ONU, alors que les sociétés françaises ont beaucoup à perdre par de telles sanctions. Les sociétés américaines n'ont rien à perdre, car elles ne sont pas

présentes en Iran. Comment analysez-vous ce rapport de force dans l'administration française?

Bernard HOURCADE

Le gouvernement réformateur du président Khatami avait tout pour plaire à Washington et une solution à la reprise du dialogue était possible. Ces tentatives ont échoué. Khatami n'a pas trouvé grâce aux yeux du gouvernement américain. Les occasions manquées ont été nombreuses. Ne pas oublier qu'un accord sur le nucléaire avait été trouvé en octobre 2003 : Villepin, Straw et Fischer s'étaient rendu à Téhéran le 21 octobre, et avaient obtenu que les Iraniens signent le Protocole additionnel, l'appliquent immédiatement, suspendent l'enrichissement, et acceptent des négociations pour que l'Iran entre dans un système stratégique de défense. L'Iran avait tout accepté, car la menace d'une action militaire américaine était réelle quelques mois après l'écrasement de Saddam Hussein. On disait que l'Afghanistan c'était le petit-déjeuner, l'Irak le déjeuner, et le dîner de gala, l'Iran. Washington n'a pas soutenu la démarche européenne qui n'était de ce fait plus crédible. Les engagements européens sans l'aval américain ne valaient rien. Les négociations ont donc continué puis ont échoué.

Il faut rappeler que le dernier acte de Khatami en tant que président, la veille de la transmission des pouvoirs au nouveau président Ahmadinejad, fut de relancer la conversion de l'Uranium à Ispahan. Les États-Unis ont bloqué Khatami, mais ont paradoxalement fini par accorder à Ahmadinejad ce qui avait été refusé à son prédécesseur. Le 31 mai 2006, Condoleezza Rice a officiellement déclaré que les États-Unis appuyaient les négociations européennes et pourraient même y participer. C'était - enfin- reconnaître le régime islamique, mais un peu trop tard et dans de mauvaises conditions. Ahmadinejad arrivé au pouvoir avait tenu en effet sur Israël des propos inacceptables, rendant impossible toute accord sur quel que sujet que ce soit. Cela dit, à cause la situation en Irak, l'Iran étant indispensable pour éviter un drame encore plus profond, les États-Unis sont rentrés dans une discussion directe avec Téhéran sur la sécurité en Irak et ont soutenu la diplomatie européenne sur le nucléaire.

En ayant sur l'Irak des discussions même embryonnaires, les États-Unis reconnaissent la République islamiste, il y a, pour la première fois de façon publique et officielle des relations bilatérales et une reconnaissance officielle. Cela peut aboutir à quelque chose. Je parlais il y a un instant de la solution russe qui viendrait sur un beau cheval blanc... Il pourrait y avoir aussi un beau cheval blanc qui vienne d'Amérique. On parle souvent de frappes militaires, mais la probabilité est probablement plus forte que l'Iran et les États-Unis ne trouvent une solution soudaine qui prendrait tout le monde de cour. On a bien trouvé une solution avec la Libye...

Quant à la France, elle n'a pas fondamentalement changé de politique. Quand en France on dit : « Attention, la guerre est un scénario possible », cela est vrai. Chaque jour qui passe, cette hypothèse, qui est d'une probabilité sur 1000, est de plus en plus réaliste. Il est juste de dire que cette hypothèse catastrophique existe, comme elle existait en octobre 2003. Les Iraniens ont compris que le risque de guerre était là et qu'il fallait trouver une solution. L'effervescence politique en Iran confirme que l'on a pris conscience de la gravité de la situation. Il faut dire aujourd'hui aux Iraniens : « Attention, nous sommes vos amis, mais sachez que le risque de guerre est là, nous ne voulons pas de cette guerre catastrophique pour nous et pour vous. Faites quelque chose, trouvez un compromis acceptable, cela n'est pas une plaisanterie ».

Ces derniers temps plusieurs livres et articles sont parus pour crédibiliser le risque de guerre, décrire les bombardements. Les informations toutes plus « secrètes » les unes que les autres font partie d'une guerre psychologique un peu dérisoire pour tenter de crédibiliser un rapport de force. Accumuler les propositions de sanctions contre l'Iran n'est plus efficace, la question aujourd'hui est de trouver un compromis exigeant et non humiliant pour l'Iran. Sauf à vouloir la confrontation. Seule la Russie semble avoir des relations suffisamment fortes avec l'Iran pour à la fois exercer une pression amicale et une fermeté positive.

Romain PICARD

Ma question est sur la société iranienne. En préambule de votre excellente présentation, vous montrez un certain nombre de statistiques, notamment celle de l'alphabétisation. Est-ce qu'alphabétisation ne rime pas avec islamisation? Quelle en est la véritable raison? Quel est le moteur derrière cette alphabétisation, et en particulier celle des femmes?

Bernard HOURCADE

L'islamisation existe partout en Iran, autant dans les écoles qu'ailleurs. Les cours de « catéchisme » sont nombreux et on bourre le crâne des enfants, mais l'islamisation ne passe pas particulièrement par l'école. On constate au contraire que la plupart des gens qui ont reçu une éducation deviennent critiques ou sortent du système islamique. Les progrès en matière d'éducation ont commencé à l'époque du Shah et cela a continué après, il n'y a pas eu de rupture et le développement des sciences est une réalité objective. Ahmadinejad, Ghalibaf, sont docteurs et ingénieurs. Le niveau de leurs diplômes n'est peut être pas très élevé, mais officiellement, ils sont docteurs ou ingénieurs. Cela leur donne une certaine ouverture.

Il est incontestable que l'éducation est le facteur le plus important pour asseoir la durabilité d'un changement politique en Iran, sans renverser la République islamiste. A l'intérieur de ce système, il existe des forces qui permettent de penser que la République islamique peut évoluer. On rencontre en Iran des personnalités étonnantes, comme d'anciens officiers issus de Gardiens de la révolution qui disent : « Il faut libéraliser le pays, et que les entreprises privées aient au moins 50% du capital iranien. Aujourd'hui, quand 80% de l'économie dans les mains de l'Etat, cela ne peut être qu'une dictature. Quand je suis parti à la guerre, quand j'avais vingt ans, j'étais pour la démocratie. Je suis toujours pour cela, mais pas à n'importe quel prix ». Ces personnes-là sont allées au Canada ou en Australie pour pratiquer l'anglais. M-B Ghalibaf, le maire de Téhéran a un brevet de pilote Airbus. En prenant l'avion entre Paris et Téhéran, vous aurez peut être la chance de l'avoir aux commandes. L'éducation est un facteur positif pour rendre durable tout changement en Iran.

Henri FROMENT-MEURICE

Votre exposé est très intéressant, Monsieur le professeur, mais me laisse perplexe. D'un côté, vous nous avez dit au début qu'il n'y aurait personne pour arrêter et prendre la décision d'arrêter la marche à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins qui ne soient pas seulement civiles. Il est clair que de toute évidence, le but est d'avoir de l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire. D'un côté, il n'y a pas de forces internes à l'Iran pour l'arrêter. D'un autre côté, vous avez passé en revue beaucoup de choses comme vous dites pour essayer de contrôler, de contraindre etc. Les contrôles de l'AIEA, peut-on vraiment leur faire confiance? Moi, j'avoue que je n'ai pas une immense confiance, non pas dans le sérieux de l'AIEA, mais dans la capacité de l'AIEA à tout voir, tout connaître etc... Nous avons un précédent : Saddam Hussein qui a renvoyé les inspecteurs de l'AIEA en 97 ou 98. On ne peut pas faire entièrement confiance à l'AIEA. Les sanctions économiques, vous avez l'air de penser qu'elles ne sont pas très efficaces, vous avez parlé de Dubaï...

Je pense que la seule vraie sanction économique serait d'arrêter les exportations de pétrole. Cela est évident. On va droit à un choc pétrolier. La question est de savoir si l'étranglement de l'Iran, par rapport aux conséquences du choc pétrolier, c'est une question de semaines, de mois, je ne sais pas, pendant lesquels il se passerait suffisamment de troubles à l'intérieur de l'Iran pour que cela explose.

Les sanctions militaires, vous avez dit que ça ne ferait que renforcer le peuple iranien autour de son président. Mais est-ce que cela serait grave? C'est une question que je me pose. Après tout, un Iran nationaliste autour de son président, mais qui n'a plus la capacité de fabriquer la bombe, on peut vivre avec. Après tout cela ne nous regarde pas si l'Iran veut vivre un régime dur ou

pas. La question est de savoir si les sanctions militaires sont efficaces, si les bombardements peuvent effectivement détruire les installations nucléaires iraniennes ou pas. Pour le reste, l'évolution interne de la société iranienne cela demande du temps.

Finalement, j'aboutis à une conclusion qu'on ne va rien faire, et que, finalement, il y a un grand risque pour que l'Iran ait la bombe nucléaire. Est-ce que cela est votre avis? Et deuxièmement est-ce que vous pensez effectivement que l'Iran ait l'arme nucléaire et aille rejoindre le Pakistan et l'Inde serait très grave, notamment pour l'existence d'Israël?

Bernard HOURCADE

Effectivement, c'est une question de temps. Des frappes militaires qui détruiraient les potentiels industriels iraniens en matière nucléaire n'empêcheraient pas l'Iran de conserver son savoir-faire pour enrichir l'uranium. Cela retarderait de deux ou trois ans la bombe, mais le régime islamiste, le gouvernement iranien quel qu'il soit, autour de son président, serait dans l'obligation politique de faire une arme atomique. Cela n'est pas le cas actuellement. Autrement dit, ce que je crains, c'est qu'une non-sanction, une non-décision dans les années qui viennent, aboutisse à la réélection de M. Ahmadinejad, c'est à dire à un statu quo désespérant pour la société iranienne et où la logique d'une arme atomique finisse par s'imposer faute de décision contraire. D'autres issues sont possibles actuellement.

L'Iran nucléaire, est-il gérable ? Certainement, mais cela voudrait dire que l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Ukraine, l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du sud, etc, se lanceraient également dans la production d'une arme nucléaire et je craindrais pour mes petits-fils. Comment gérer un monde avec une trentaine de pays ayant des armes atomiques? L'Iran est signataire du TNP, et si l'Iran fait une arme atomique, c'est casser le TNP et démanteler les règles internationales. L'AIEA n'est pas parfaite, mais jusqu'à maintenant elle sait contrôler avec efficacité à condition qu'on lui en donne les moyens c'est à dire que le pays ait signé le protocole additionne au TNP. On peut toujours rêver de mieux, mais actuellement c'est une très bonne garantie.

Le problème essentiel est le temps. Il y a une course de vitesse entre la bombe et la démocratie. Quand je dis démocratie, c'est-à-dire un système durable, stable, comme l'Allemagne après 45. Si la France et l'Allemagne sont durablement des pays qui sont amis, c'est qu'il y a eu un co-développement et interdépendance. C'est là que réside la garantie de sécurité la plus forte. L'Allemagne a la capacité industrielle de fabriquer une bombe en six mois, mais ça n'est pas le problème : c'est absurde. Donc, c'est la durabilité qui compte. Il faut faire en sorte que l'Iran dans dix ou vingt ans, ne soit pas en situation de fabriquer une arme atomique du fait de ses relations culturelles, politiques,

militaires, économiques avec le reste du monde. Il faut donc éviter que dans les deux ans qui viennent, l'Iran se bloque complètement sous l'effet de sanctions incohérentes et ne plonge dans une spirale obsidionale qui serait dramatique pour les Iraniens et le monde entier. Replié sur lui-même face à des sanctions multiples, l'Iran exportera quand même son et s'enfermerait dans une logique atomique militaire.

Il y a une alternative à ce scénario de statu quo, elle est démographique. Cette deuxième génération de la guerre semble actuellement la seule capable de prendre le pouvoir et de dire : « j'arrête le militaire nucléaire ». Ce sont les anciens pasdarans qui ont fait la guerre. Ils ont combattu les Américains pendant huit ans via Saddam Hussein. Ils disent : « je n'ai pas peur des Américains, je les ai combattus et même écrasés. Donc je n'ai pas peur, je puis discuter avec eux. Et s'ils me respectent, je les respecte ». Ils sont pour une économie libérale. Ils sont pour un Iran développé.

Leur discours peut paraître angélique et trop beau pour être crédible. De fait, ces hommes ont largement soutenu et profité de la République islamique telle qu'elle est et leurs méthodes ont toujours été d'une rigueur sinon d'une dureté extrême. Même s'ils sont opposés à la domination du clergé, ils ont fait tout ce qu'il a fallu faire pendant la guerre et pour consolider le régime islamique. Mais ce sont actuellement les seuls à avoir une légitimité en termes de nationalisme, d'islam et d'ouverture internationale. Ils ont une stratégie et une ambition. Ils sont opposés à la politique du président actuel qui n'a pas de stratégie, privilégie le court terme, et utilise l'argent du pétrole pour être réélu dans deux ans. Il existe une alternance politique. Elle ne sera pas facile, elle sera dure mais pourrait mettre un terme positif à trois décennies de dégradation de la sécurité dans la région. Ce scénario est, je le concède, difficile à faire comprendre.

Cinquième intervenant

Je tiens, moi aussi, à vous remercier pour cet exposé extrêmement érudit, et extrêmement passionnant. A vous écouter, j'ai envie d'introduire l'argument, la dimension culturelle dans le débat sur le nucléaire : il me semble qu'on l'a oubliée. Dans l'impasse diplomatique actuelle, on ne sait plus vers quelle forme de dialogue se retourner. Cela me rappelle qu'il y a un certain nombre de mois, j'avais assisté à un séminaire, ici à Paris, présenté par deux ou trois diplomates et hauts fonctionnaires iraniens. Ils martelaient le message suivant : « nous sommes victimes de l'incompréhension de l'Occident, et de l'incompréhension naît le différend, et donc le conflit ». Et puis, ils enchaînaient cela en répétant ce message monocorde, qui était la réponse à toutes les questions posées ou non posées : « nous avons un droit imprescriptible au développement du nucléaire civil ». Autrement dit, nous avons l'impression, en fait, d'une absence totale de

dialogue. Alors est-ce que cette absence totale de dialogue est de la manipulation d'Ahmadinejad, ou est-ce qu'il faut que nous réinventions nos questions ?

Bernard HOURCADE

C'est exactement le problème qui se pose. Je disais que l'Iran est inconnu. L'Iran est inconnu aux États-Unis et largement inconnu en France. Il n'existe en France que trois ou quatre universitaires et chercheurs en sciences sociales allant régulièrement travailler en Iran, pour tenter de vraiment comprendre ce qui se passe et le faire savoir. Par contre le nombre de livres publiés sur l'Iran dépasse chaque année la dizaine. Ce sont des ouvrages politiques, polémiques, culturels, etc... Aux États-Unis, la situation est encore pire. Effectivement, l'incompréhension est gigantesque.

Effectivement, les Iraniens disent : « Nous voulons être un pays scientifiquement normal. L'uranium civil, de nombreux pays ont la capacité ou le droit de l'enrichir, pourquoi pas nous en acceptant les contrôles de l'AIEA ? ». Cette incompréhension, cette injustice dont se plaignent les iraniens s'inscrit dans la logique du martyrisme chiite et de la litanie des agressions contre l'Iran au cours des siècles. Psychose obsidionale. Les iraniens ont l'impression d'être encerclés, ce n'est pas faux, mais ils en rajoutent pour montrer que le lion reste courageux même s'il est acculé, faible et malade. On peut se demander pourquoi le lion iranien passe-t-il tant de temps à se plaindre, à tenter de gagner du temps, au lieu de prendre des décisions courageuses pour résoudre les crises. Il semble que l'Iran manque en fait de confiance et ne sache pas comment négocier, donc comment reconnaître leurs erreurs ou leur - nombreux - manquements aux règles internationales. Dans le passé, les Iraniens et pas seulement Ahmadinejad depuis deux ans, ont franchi la ligne rouge plus d'une fois. Mais, je dirais, pas plus que d'autres.

Lors d'une récente conférence sur les relations entre l'Iran et les États Unis, un ancien ambassadeur à Téhéran disait que le problème était en fin de compte psychologique. Les Démocrates américains ont été humiliés quand les otages ont été libérés quelques minutes après que Carter ait quitté la présidence. Aucun otage n'a été tué. Il n'y a pas eu de guerre entre les États-Unis et l'Iran. Il n'y a pas eu de dévouement, d'action militaire, de duel pour sauver l'honneur perdu. On se contente de voter sanctions et embargos, d'accuser l'Iran d'être un « État voyou ». Les deux régimes ont finalement une attitude comparable si bien qu'aucun des deux gouvernements n'est capable de faire le premier pas. En Iran, il a longtemps été interdit de parler des États-Unis, et il est rare que l'on parle rationnellement de l'Iran aux États-Unis. Cette incompréhension culturelle est un vrai problème qu'il faut dépasser. Les Européens pouvaient jouer le rôle de « go between », la Russie aussi. Le paradoxe est que l'Iran est le seul pays de la

région où les Etats-Unis aient une image positive dans la population. Cette attirance extraordinaire va de pair avec une certaine appréhension en cas de retrouvailles.

Thierry LEROY - Conseiller d'Etat

Je vois bien qu'on est ici rassemblés parce qu'il y a la question de la prolifération, mais aussi je suis convaincu que ce que vous nous apportez, c'est votre connaissance de l'Iran. Il y a un grand déficit de notre côté, et pas seulement chez les Américains. Je voulais vous demander si vous pouviez nous en dire un peu plus, sur la République islamique? Ma question, je la poserai comme ça: est-ce que vous voyez la République islamique comme une parenthèse dans la longue histoire iranienne? Vous nous avez un peu fait voir que cette révolution s'était refroidie, mais si on regarde l'histoire longue, si on voit ce qu'a été l'occidentalisation à marche forcée de l'Iran dans la période des derniers shahs, et si on pense aussi à la tradition du chiisme iranien qui est plutôt quiétiste, il me semble, mais ce n'est peut-être pas votre appréciation, comment faut-il comprendre la dynamique de cette révolution islamique aujourd'hui? Est-ce que ça va continuer à se refroidir, est-ce que ça peut renaître? Qu'est-ce qu'il va en rester dans la période qui vient ?

Bernard HOURCADE

Je crois que la République islamique n'est pas une parenthèse. Les trois pôles de l'Iran, le nationalisme, l'islam, et l'international ont structuré le pays depuis longtemps. L'Iran du Shah avait construit l'international contre l'islam. C'était une maladresse. La République islamique a inversement renforcé - parfois jusqu'à l'absurde, la place des valeurs religieuses, intellectuelles et spirituelles. Même si l'on est athée, le christianisme fait partie de la culture française, de même l'islam chiite en Iran. Le mouvement de balancier en faveur de l'islam a diminué trente ans après la révolution et on peut espérer qu'un équilibre finisse par être trouvé entre les forces nationalistes, internationales et islamiques qui font l'identité de l'Iran. Et cela est un gage de stabilité pour l'avenir.

Quand on parle en Iran de révolution, les gens disent : « La révolution islamique? Ah oui, ce mouvement politique d'il y a trente ans, auquel pensent aujourd'hui les Turcs, les Egyptiens, les Syriens ou les Algériens... Ils sont encore un peu en retard sur nous. Nous, nous avons déjà géré cette question-là, nous avons l'expérience de l'islam politique ». L'histoire n'est positive ni négative, elle passe. Le bilan de trente années de République islamique est à mettre au crédit de l'Iran. L'expérience de l'islam politique a été dramatique,

mais elle peut permettre à ce pays d'en tirer profit. Il faut cependant éviter que le temps n'aille trop vite, que l'incompréhension ne domine, et que des minorités radicales en Iran ou en Occident ne bloquent à nouveau la stabilisation possible. Il semble que l'on arrive actuellement à une étape vers une issue réaliste, avec l'arrivée de nouvelles générations, la crise d'Irak qui impose la prudence et paradoxalement la crise du nucléaire peut également imposer d'aller au fond des choses et de dépasser les blocages idéologiques.

Laurent Jacquet - Directeur du Développement - EPEE

Au plan économique : que diriez-vous aux entreprises françaises qui, à bon droit, ont très envie, en tout cas pour celles qui n'y sont pas déjà, du marché iranien, dans toutes ses dimensions ? Et celles qui y sont déjà pour s'y développer ? Or la question des sanctions pose à la fois des questions juridiques et morales. Que diriez-vous aux entreprises françaises, qui pour certaines d'entre elles sont sollicitées plus ou moins discrètement par les autorités iraniennes (« Venez investir chez nous ! ») ?

Deuxième question : quid des relations diplomatiques, et de leurs conséquences économiques, entre l'Iran et la Chine ?

Huitième intervenant

Quel est le rôle et quelle est l'importance réelle du président iranien ?

Bernard HOURCADE

Je commencerai par le dernier point. Quand M. Khatami était président, on disait : « Il n'a aucun pouvoir, ce qu'il dit est sans valeur », et maintenant que M. Ahmadinejad est au pouvoir, on dit : « C'est très important ce qu'il dit ». Le président dirige le gouvernement, le Guide également a une influence essentielle et il existe d'autres centres de pouvoir. En Iran comme ailleurs, la politique d'un pays est la résultante d'un rapport de forces complexe. Le président iranien est le chef de l'Etat, mais il ne dirige pas tout. La constitution iranienne est dans sa structure, une traduction de celle de la Ve république française avec quelques aménagements. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui pensent que le changement de constitution est un préalable à toute évolution en Iran ou que le Guide a tous les pouvoirs. C'est d'abord une question de rapport de forces politiques à l'intérieur du pays comme à l'extérieur.

Quant à la Chine, elle joue un peu le même rôle que la Russie, mais en plus loin, en deuxième rideau. La Chine s'intéresse de très près à l'Iran, parce que son

énergie, son pétrole et son gaz viendront de l'Iran dans les quinze ans qui viennent. Pour les Chinois, il n'est donc pas question d'avoir dans ce pays une situation politique difficile qui augmenterait le prix du pétrole et du gaz, car ils ont un besoin vital d'énergie à bon marché. La Chine est contre tout événement qui perturberait cela. Il leur faut la stabilité. Comme une éventuelle bombe atomique iranienne n'est pas pour eux, cela ne les inquiète pas trop, sauf si cette question conduisait à une crise majeure, notamment militaire. La Chine, pragmatiste, retardera donc toute sanction, usera au besoin de son veto à l'ONU, tout en veillant à ne pas trop s'opposer aux États-Unis qui sont quand même plus important que l'Iran.

Quant aux entreprises et aux investissements, l'Iran a besoin de dizaines, de centaines de milliards de dollars d'investissements pour devenir le grand pays développé qu'il ambitionne de devenir. Entre 1979 et 2002, pas un kopeck international n'a été investi en Iran. L'Iran est un pays gigantesque avec des moyens énormes, avec des possibilités de consommation énormes, avec des revenus pétroliers énormes, et s'est révélé incapable de se développer et de coopérer avec les entreprises internationales. Rien que dans le pétrole, il faut au moins 25 milliards de dollars par an pour réussir à arrêter la chute de la production. Actuellement, rien n'est fait. Les entreprises étrangères doivent faire face à la fois à la mauvaise volonté et à la politique consumériste du gouvernement conservateur et aux sanctions internationales. Donc l'Iran est en train de se suicider. Tout le monde sait cela.

Cela dit, si j'avais dix dollars à investir, je les mettrais tout de suite en Iran. C'est une question de stratégie mais il ne faut pas vouloir avoir de rentabilité immédiate. A moyen et long terme, il est clair que l'Iran sera la puissance régionale stable et de référence dans tout le Moyen-Orient. Cette évolution ne sera pas le fait de la volonté de ses gouvernements quels qu'ils soient, mais de la société iranienne qui n'a jamais cessé d'évoluer malgré mille difficultés. L'Iran n'est ni l'Arabie Saoudite, ni l'Irak, ou l'Afghanistan, ni même le riche Kazakhstan. Aucun de ces pays n'aura dans vingt ans la complexité nécessaire à une vraie puissance régionale. Mais ce potentiel peut être gâché dans les six mois qui viennent. Par suite de l'intransigeance iranienne, de mauvaise compréhension des pays développés, ou d'un mauvais dialogue entre les civilisations.

Jean BETERMIER

Merci beaucoup. Je vais donner un exemple de brièveté moi aussi, et je vais simplement vous remercier très vivement. Je crois que vous avez passionné l'auditoire. Nous aurions pu encore poser de multiples questions, mais nous allons pouvoir le faire en bas, puisque que je vous convie à boire ensemble un verre amical. En tout cas, bravo encore à l'orateur.

Ouvrages récents de Bernard Hourcade sur l'Iran

B. Hourcade. *L'Iran au XXe siècle. Entre nationalisme, islamisme et mondialisation*. Paris, Fayard, 2007 (en coll. avec J.-P. Digard et Y. Richard)

B. Hourcade. *Iran identités nouvelles d'une république*. Paris, Belin, 2002.

B. Hourcade et M. Habibi. *Atlas de Téhéran métropole*. Téhéran Centre d'informations géographiques de Téhéran, 2005. (sur Internet www.tehrangis.com/atlas)

Pour plus d'informations sur l'Iran voir le site de l'équipe de recherche « Mondes iranien et indien » (CNRS, Université Paris III, INALCO, EPHE) : www.ivry.cnrs.fr/iran

Bernard HOURCADE

CNRS - UMR 7528 - "Mondes iranien et indien"

27, rue Paul Bert - 94204 Ivry-sur-Seine

Tél. : +33 (0)1 49 60 41 65 - Fax : +33 (0)1 45 21 94 19

E-mail : hourcade@ivry.cnrs.fr